



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale et Interdépartementale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et des  
Transports d'Île-de-France**

**Pôle interdépartemental ESP Ouest de la DRIEAT**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemerrier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 29 août 2024

## **Rapport de l'Inspection de l'environnement**

Visite d'inspection du 30 juillet 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société CENERGY, groupe CORIANCE**

rue du gros murger, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 juillet 2024 dans l'établissement CENERGY sis au 1 rue du Gros Murger à Saint-Ouen-l'Aumône (95310). L'inspection a été annoncée le 17 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société CENERGY, groupe CORIANCE
- 1 rue du Gros Murger 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- ICPE soumise au régime de l'autorisation, Non Seveso, IED

#### **Thème de l'inspection :**

- Équipements sous pression

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la partie relatives aux équipements sous pression du Code de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection de l'environnement portent sur les équipements dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente inspection</u> (1)	Proposition de délais
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Formation et habilitation du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Articles 5 et 7	Demande d'action corrective	2 mois
4	Inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
5	Requalification Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III.	Sans objet
6	Interventions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 29	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons constaté 5 non-conformités. L'exploitant a indiqué prendre les dispositions nécessaires afin de corriger ces non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des réceptifs fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou systèmes au

chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :** En amont de l'Inspection, la société CENERGY a transmis sa liste des équipements sous pression à l'Inspection par mail du 17 juillet 2024. Lors de la visite du 30 juillet 2024, nous avons indiqué à l'exploitant que la liste des équipements sous pression était :

- non conforme ou inexacte au regard des exigences réglementaires car :
  - des équipements n'y étaient pas mentionnés (réchauffeur air tertiaire, vase d'expansion),
  - les dates de prochaines requalifications périodiques n'étaient pas mentionnées concernant les lignes 22 et 23 ;
  - les valeurs numériques inscrites étaient arrondies ce qui indique une valeur erronée de la pression et du volume réel des équipements ;
  - tous les équipements y étaient indiqués comme étant suivis par plans d'inspection sans que cela ne soit avéré ;
  - le type d'équipement n'était pas précisé,
- Incomplète, sans toutefois qu'il s'agisse de points dont la présence est exigée par la disposition contrôlée, car :
  - tous les équipements étaient déclarés comme étant soumis à déclaration de mise en service alors que ce n'est pas le cas au regard de leurs caractéristiques ;
  - la colonne date de mise en service des équipements n'était pas intégralement remplie

Par mail du 7 août 2024, la société CENERGY a justifié de la prise en compte de l'ensemble des points énumérés ci-dessus en transmettant une nouvelle liste de ses équipements sous pression. Elle y indique que le vase d'expansion sera remplacé par un vase d'expansion d'une pression de service inférieure ou égale à 4 bars afin de ne plus être soumis aux règles de suivi en service des équipements sous pression.

**Observation n°1 :** il est demandé à la société CENERGY de justifier du remplacement du vase d'expansion lorsque cette opération aura été réalisée.

Les équipements suivants ont été retenus par l'Inspection pour le contrôle des points abordés dans les fiches suivantes du présent rapport :

- Équipement 1 : Cuve MDTC, numéro constructeur 725/2002, PS : 16 bars, Volume 2 000 litres ;
- Équipement 2 : Séparateur AIR COM, numéro constructeur 07136, PS : 16 bars, Volume 84 litres ;
- Équipement 3 : Chaudière eau surchauffée (combustible BIOMASSE) LEROUX ET LOTZ, numéro constructeur 3257, PS : 32 bars, Volume 21 000 litres ;
- Équipement 4 : Chaudière eau surchauffée (combustible gaz fuel) LCI, numéro constructeur C929-EG1, PS : 26 bars, Volume 43 294 litres ;

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Dossier d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I.

**Thème(s) :** Dossier d'exploitation

**Prescription contrôlée :** L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

**Constats :** L'exploitant nous a présenté les dossiers d'exploitation des 4 équipements retenus en fiche n°1. Certains de ces dossiers sont au format informatique et d'autres au format papier.

Nous avons pu constater que les dossiers d'exploitation comportent la majorité des éléments attendus. Il conviendrait cependant que l'exploitant complète ces dossiers en y intégrant les notices d'instruction et consignes d'exploitation lorsqu'elles existent (ce qui est le cas notamment des équipements n°3 et 4). Spontanément, l'exploitant nous a indiqué que l'équipement « réchauffeur air tertiaire » manquant à la liste abordée en fiche n°1 ne disposait pas d'un dossier d'exploitation. L'exploitant a indiqué prendre les dispositions afin de régulariser sa situation avant la mise en service de la chaudière biomasse en novembre.

**Non conformité n°1 :** L'équipement « réchauffeur air tertiaire » ne dispose pas d'un dossier d'exploitation et des dossiers d'exploitation ne comportent pas les notices d'instructions. Il est demandé à ce que l'exploitant corrige cette non-conformité sous un délai de 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N°3 : Formation et habilitation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Articles 5 et 7
<b>Thème(s) :</b> Formation et habilitation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 5 -Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.  Article 7 - Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ; 2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes : a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ; b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ; 3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes : a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ; b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ; c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ; 4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes. [...]
<b>Constats :</b> Nous avons pu constater que la société CENERGY exploite des ESP répondant au critère 1 de l'article 7, en l'occurrence les chaudières à eau surchauffée ainsi que des réservoirs d'air.  Concernant les chaudières, l'exploitant a justifié que ses employés sont formés annuellement par une entreprise spécialisée à la conduite et l'intervention sur les équipements de type générateur. Les informations présentées par l'exploitant ne permettent pas à l'Inspection de déterminer si cette formation répond à l'exigence réglementaire. L'exploitant dispose d'une liste mentionnant l'habilitation d'une partie du personnel à la conduite de la chaudière à eau surchauffée C929-EG1 mais il apparaît que celle-ci n'est pas signée de l'exploitant. Concernant les réservoirs d'air, l'exploitant n'a pu justifier que les employés chargés de leur exploitation et de leur maintenance sont compétents et informés pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.  L'Inspection constate qu'aucun document n'a été établi par l'exploitant afin de reconnaître formellement le personnel apte à la conduite de ces équipements et que ceux-ci sont périodiquement confirmés dans cette fonction. Par mail du 7 août 2024, l'exploitant a indiqué être en cours de planification de formations habilitantes afin de répondre aux dispositions de l'article 7.  <b>Non conformité n°2 :</b> La société CENERGY n'a pu justifier que le personnel chargé de l'exploitation et de la maintenance des équipements visés à l'article 7 est compétent et informé pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Il est demandé à l'exploitant de corriger cette non-conformité sous un délai de 2 mois.  <b>Non conformité n°3 :</b> La société CENERGY n'a pu justifier avoir formellement reconnu apte pour une durée déterminée le personnel chargé de l'exploitation et de la maintenance des équipements visés à l'article 7 de l'arrêté ministériel. Il est demandé à l'exploitant de corriger cette non-conformité sous un délai de 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Inspection Périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 15 et 16 III.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Inspection Périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 15 - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la

précédente inspection périodique ou requalification périodique. [...] La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

- Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 16 III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :

- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ;

- si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives européennes applicables à la conception et la fabrication ;

- du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté.

**Constats :** Nous avons pu constater que les fréquences d'inspections périodiques des 4 équipements retenus en fiches n°1 sont respectés.

En revanche, l'identification du réchauffeur air tertiaire manquant à la liste abordée en fiche n°1 a permis de constater que cet équipement n'était pas suivi. Par mail du 7 août 2024, l'exploitant s'est engagé à procéder à la requalification périodique de cet équipement avant la mise en service de la chaudière biomasse en novembre 2024. Cet équipement sera donc maintenu à l'arrêt avant sa régularisation administrative.

**Non conformité n°4 :** Le réchauffeur air tertiaire n'a pas fait l'objet de l'inspection périodique prévue par l'article 15 susvisé. L'exploitant devra procéder à cette opération avant la remise en service de cet équipement prévue en novembre 2024. Il est demandé à l'exploitant de corriger cette non-conformité sous un délai de 3 mois.

La notice du générateur gaz fuel mentionne que « *Il est admis que le contrôle trimestriel par soulèvement des soupapes de sûreté, soit remplacé par une vérification avec retarage lors des inspections périodiques* ».

**Observation n°2 :** Il est demandé à l'exploitant d'indiquer laquelle des dispositions relatives à la vérification des accessoires de sécurité prévues par la notice du générateur gaz fuel est mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 5 : Requalification Périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

**Thème(s) :** Situation administrative, Requalification Périodique

**Prescription contrôlée :** Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, Article 18 I. : L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...]

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

**Constats :** Nous avons pu constater que les fréquences de requalification périodique des 4 équipements retenus en fiches n°1 sont respectées.

<p>Il apparaît que la dernière requalification périodique de l'équipement n°4 (Chaudière eau surchauffée C929-EG1), effectuée le 5 juillet 2024 a conclu défavorablement en raison de la présence de fissures. L'exploitant explique que ces fissures sont récurrentes. Il a ainsi engagé récemment une démarche auprès du fabricant afin d'identifier un éventuel défaut de fabrication. L'exploitant indique par conséquent que cette chaudière ne pourra probablement pas être exploitée lors de la prochaine période de chauffe.</p> <p>Nous avons pu constater que le réchauffeur air tertiaire manquant à la liste abordée en fiche n°1 ne disposait pas d'une requalification périodique. Par mail du 7 août 2024, l'exploitant s'est engagé à réaliser la requalification périodique de cet équipement avant la mise en service de la chaudière biomasse en novembre 2024. Cet équipement sera donc maintenu à l'arrêt avant sa régularisation administrative.</p> <p><b>Non conformité n°5 :</b> Le réchauffeur air tertiaire n'a pas fait l'objet de la requalification périodique prévue par l'article 18 susvisé. L'exploitant devra procéder à cette opération avant sa remise en service de cet équipement prévue en novembre 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Interventions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 29
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Interventions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les interventions ne relevant pas des articles 27 et 28 du présent arrêté sont considérées comme non notables.</p> <p>II. - Une intervention non notable est réalisée par un exploitant ou par une personne compétente qu'il désigne.</p> <p>III. - Toute intervention non notable est faite sur un équipement conformément aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>V. - La documentation relative à une intervention non notable comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans et schémas utiles ;</li> <li>- les descriptions et explications nécessaires à la compréhension desdits plans et schémas et du fonctionnement de l'équipement ;</li> <li>- les résultats des calculs de conception éventuels et des contrôles effectués ;</li> <li>- les rapports d'essais ;</li> <li>- les éléments relatifs aux procédés de fabrication et de contrôle ainsi qu'aux qualifications ou approbations requises par les points 3.1.2 et 3.1.3 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée.</li> </ul> <p>VI. - Une vérification finale de l'équipement a pour but de vérifier le respect des exigences mentionnées selon le cas au III ou au IV du présent article. Elle peut être limitée aux parties réparées ou modifiées, à l'examen des documents listés au V du même article et à la réalisation d'une inspection visuelle complétée par des contrôles non destructifs adaptés.</p> <p><b>Constats :</b> Nous avons constaté, au regard des documents fournis par l'exploitant, que parmi les 4 équipements retenus en fiche n°1, seuls les équipements n°3 et n°4 ont fait l'objet d'interventions. IL s'agissait d'interventions non notables. L'une de ces interventions consistait au passage en « sans présence humaine permanente » de la chaufferie biomasse.</p> <p>Ces interventions ont fait l'objet de contrôles et d'attestations établies par des OH démontrant que qu'elles ont été réalisées conformément à l'article 29 susvisé.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas d'observations particulières de notre part.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite